



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/20828
1er septembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 1er SEPTEMBRE 1989, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PANAMA AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte de la proclamation publiée hier, le 31 août 1989, par le Conseil général d'Etat de la République du Panama, dans laquelle celui-ci arrête sa position au sujet de la situation politique du pays face à l'intervention et à l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Panama et prend des décisions tendant au maintien de l'ordre institutionnel.

Vous trouverez ci-joint le texte des décisions No 1 et No 2 du Conseil général d'Etat, en date du 31 août 1989, portant respectivement création d'un Gouvernement provisoire et désignation de M. Francisco Rodríguez Poveda comme Président provisoire de la République du Panama, et de M. Carlos Ozores Typaldos comme Vice-Président provisoire de la République.

A ce propos, j'ai l'honneur de vous faire savoir en outre que, ce matin, S. E. le Président provisoire de la République et S. E. le Vice-Président provisoire de la République ont assumé officiellement leurs fonctions devant la Présidente de la Cour suprême.

Je tiens à attirer tout particulièrement votre attention sur la décision No 1 du Conseil général d'Etat, qui stipule expressément que le Gouvernement provisoire honorera les obligations internationales contractées par l'Etat panaméen et les accords internationaux qu'il a conclus.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Panama
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Leonardo A. Rúa B.

Annexe

DECISION No 1

(Du 31 août 1989)

LE CONSEIL GENERAL D'ETAT

CONSIDERANT

1. Que le Tribunal électoral, par voie du décret No 58 du 10 mai 1989, a déclaré nulles et de nul effet l'ensemble des élections qui se sont tenues le 7 mai 1989 à tous les niveaux et pour toutes les charges à pourvoir par voie de scrutin populaire, et que ledit décret a été déclaré constitutionnel par la Cour suprême siégeant en séance plénière,
2. Que les mandats des titulaires des charges pourvues par voie de scrutin populaire étant arrivés à expiration conformément à la Constitution politique de la République du Panama, il est nécessaire d'adopter des mesures pour que l'organisation de l'Etat ne soit pas compromise, et qu'il convient donc de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'exercice des fonctions qui se rattachent auxdites charges,
3. Que le Gouvernement national, en collaboration avec l'Organisation des Etats américains, s'est attaché à trouver à la situation politique du pays une solution négociée qui puisse assurer la permanence des institutions,
4. Que, malgré les efforts déployés, il n'a pas été possible de parvenir à un accord politique entre les parties,
5. Qu'il est impératif de prendre des mesures qui permettent de préserver l'ordre institutionnel et de doter le pays d'un Gouvernement provisoire,

DECIDE CE QUI SUIT :

1. Il est constitué un Gouvernement provisoire selon les modalités ci-après :
 - 1.1 Le pouvoir exécutif se composera de deux citoyens de réputation irréprochable remplissant les conditions nécessaires pour assumer la charge de Président de la République, conformément aux dispositions de la Constitution en vigueur. Le premier assumera les fonctions de Président provisoire de la République et le second celles de Vice-Président provisoire de la République, et tous deux exerceront les fonctions que la Constitution attachent auxdites charges;
 - 1.2 La fonction législative sera assumée par une commission législative qui se composera de 41 mandataires qui devront être des citoyens panaméens de réputation irréprochable réunissant les conditions prévues par la Constitution pour assumer la charge de membre de l'Assemblée législative;

2. L'actuelle structure de l'Organe judiciaire sera respectée et maintenue de manière à garantir pleinement le règne du droit et la sécurité juridique;
3. Les membres du Gouvernement provisoire exerceront les fonctions que la Constitution et les lois en vigueur leur attribuent et ils exerceront ces fonctions jusqu'à l'organisation de nouvelles élections;
4. Le Gouvernement provisoire garantira l'ordre public, le respect de la Constitution et des lois de la République et honorera les obligations internationales contractées par l'Etat panaméen et les accords internationaux qu'il a conclus;
5. Dès l'installation du nouveau Gouvernement, les conseils municipaux et/ou les représentants des municipalités cesseront d'exercer leurs fonctions;

Les membres des nouveaux conseils municipaux et/ou les représentants des municipalités seront choisis par la voie de mécanismes dont décidera en temps voulu le Conseil général d'Etat et ils exerceront leurs fonctions jusqu'à l'organisation de nouvelles élections;

6. Six mois après la mise en place du Gouvernement provisoire, le Conseil général d'Etat fera le point de la situation pour déterminer s'il convient d'organiser de nouvelles élections populaires;
7. Le Gouvernement provisoire devra organiser des élections dès que les conditions s'y prêteront, conditions parmi lesquelles devront obligatoirement figurer l'arrêt de l'agression perpétrée par les Etats-Unis, le déblocage des avoirs financiers de l'Etat panaméen gelés arbitrairement par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;
8. Le Tribunal électoral sera réorganisé dès que possible pour garantir l'efficacité et l'intégrité du suffrage;
9. La Commission législative formulera une nouvelle loi électorale qui régira les futures élections;
10. Le Gouvernement provisoire devra élaborer un avant-projet de constitution politique qui garantisse la préservation des victoires remportées par la nation panaméenne dans le cadre de sa lutte pour ses droits souverains et l'élimination de toutes les séquelles du colonialisme. Cet avant-projet devra faire l'objet de plus amples consultations;
11. Les membres de la Commission législative assumeront leurs fonctions dès qu'ils auront été désignés. En attendant que les membres de la Commission législative soient désignés, les fonctions législatives seront assumées par le pouvoir exécutif par voie de décrets-lois.

Fait à Panama, le trente et un (31) août mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989).

DECISION No 2

(Du 31 août 1989)

Portant désignation des membres du Gouvernement provisoire de la République du Panama.

LE CONSEIL GENERAL D'ETAT

DECIDE DE CE QUI SUIIT :

Article premier : FRANCISCO RODRIGUEZ est chargé d'assumer les fonctions de Président provisoire de la République du Panama.

Article 2 : CARLOS OZORES TYPALDOS est chargé d'assumer les fonctions de Vice-Président provisoire de la République du Panama.

Article 3 : La présente décision prend effet le 1er septembre 1989.

Fait à Panama, le trente et un (31) août mil neuf cent quatre-vingt-neuf (1989).

Proclamation

La République du Panama a, au cours des deux dernières années, subi de la part du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'agression la plus impitoyable, la plus brutale et la plus féroce.

De façon tout à fait insolite, le Président des Etats-Unis d'Amérique a décrété contre la République du Panama des sanctions économiques en vertu de pouvoirs qui lui sont conférés en temps de guerre et a appliqué des mesures que ce gouvernement n'a jamais mis en pratique, même contre ses ennemis les plus acharnés.

Simultanément, il est intervenu auprès des institutions financières internationales et auprès des gouvernements avec lesquels il entretient des relations diplomatiques pour rendre difficile et même empêcher l'octroi de crédits ou de prêts à la République du Panama, ainsi que la vente de produits et toute aide humanitaire.

En violation des traités sur le canal de Panama et des normes du droit international, l'armée des Etats-Unis d'Amérique, avec l'appui du Département d'Etat, s'est arrogé le droit d'interpréter unilatéralement comme elle l'entend les dispositions contractuelles qui règlent les relations entre nos deux pays.

Mettant en oeuvre leur politique d'intervention et d'ingérence dans les affaires intérieures de notre pays, les autorités du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, avec l'aide de leurs alliés locaux, qui ont recouru à toutes sortes de pratiques malhonnêtes, ont faussé les élections générales du 7 mai dernier.

Le Tribunal électoral du Panama, agissant dans le cadre de sa compétence constitutionnelle et légale, a prononcé la nullité de ces élections par un acte juridique, dont la constitutionnalité a été reconnue par la Cour suprême de justice.

C'est dans ces circonstances que nous nous trouvons actuellement, à la veille du 1er septembre, date où la Constitution prescrit que doivent être installés les nouveaux titulaires du pouvoir exécutif et les nouveaux membres de l'Organe législatif, ce qui ne peut se faire en raison de l'annulation des élections.

Le devoir primordial des autorités constituées est de préserver les institutions de l'Etat panaméen, ainsi que de faire front devant toute tentative d'un gouvernement ou de forces étrangères de manipuler les institutions juridico-politiques du peuple panaméen, en vertu du droit qu'a la République du Panama de faire respecter sa personnalité, sa souveraineté, son indépendance, et son droit de choisir sans ingérence extérieure son régime politique et son système économique et social, et de s'organiser de la façon qui lui convient le mieux, sur la base des alinéas b) et e) de l'article 3 de la Charte de l'Organisation des Etats américains.

En tant qu'organe consultatif suprême du Gouvernement national, le Conseil général d'Etat est le porte-parole de la puissance publique et a le devoir de préserver l'organisation institutionnelle du pays, et c'est pour cela qu'il doit adopter les mesures qui sont nécessaires et établir les mécanismes qui permettent d'atteindre ces objectifs.

Nous avons procédé à ce jour à la désignation d'un Gouvernement provisoire, pour que la vie institutionnelle du pays ne soit pas compromise de quelque façon que ce soit, jusqu'à ce que les dispositions nécessaires à l'adoption d'un nouvel ordre constitutionnel soient prises.

En cette heure décisive pour le destin de la République du Panama, en cette heure où se conjuguent toutes les forces centrifuges dans l'intention de détruire nos attributs essentiels en tant que nation indépendante et de permettre la perpétuation de la domination étrangère sur notre sol, le moment nous semble venu d'appeler tous les Panaméens de bonne volonté à la défense résolue de notre patrie, en identifiant l'ennemi intérieur et extérieur et en nous opposant à ses visées et à ses menées.

Le moment est venu de choisir entre la dignité et la solution coloniale, et tous les Panaméens de bonne volonté participeront à cette lutte, debout, la tête haute, jusqu'à la mort, sans jamais fléchir.

Panama, le 31 août 1989.
